



Politique

Les femmes : une politique différente

Selon un sondage CSA pour *Le Parisien/Aujourd'hui en France* et I>Télé, réalisé les 6 et 7 septembre 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes âgées de 15 ans ou plus, 55 % des Français pense que « *les femmes font de la politique de façon différente des hommes* ».

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à le penser (64 % contre 45 %). De même que les 50 ans ou plus par rapport aux moins de 30 ans (60 % contre 46 %).

Plus leur niveau de diplôme est élevé, plus les Français déclarent que les femmes font de la politique différemment... Ce sont les ouvriers qui

en sont le moins convaincus (44 %), de même que les collégiens, lycéens et étudiants (43 %).

Les Français de gauche sont 56 % à penser que les femmes et les hommes font de la politique de façon différente ; les Français de droite, 60 % ; ceux qui relèvent de l'extrême gauche, 47 % et ceux qui relèvent du Front National/MNR, 48 %.

Trois eurodéputés de l'Ouest particulièrement actifs

Pour « *donner une idée plus précise de l'engagement des eurodéputés français au Parlement européen* », l'association **Europ Agora** (<http://www.europagora.eu/>) a compilé le taux de présence, le nombre d'interventions en séances plénières ou encore le nombre de questions posées à la Commission européenne pour établir un classement. L'évaluation couvre les deux premières années (2004-2005 et 2005-2006) de la législature actuelle ⁽¹⁾.

C'est la socialiste lyonnaise Martine Roure qui obtient le meilleur résultat, grâce notamment à un taux de présence dépassant les 97 % et un nombre assez élevé (37) de questions posées en séance plénière. L'écologiste Marie-Anne Isler-Béguin termine à la deuxième place, talonnée par son collègue au sein du groupe des Verts, Gérard Onesta, qui accède à la troisième place grâce à un taux de présence de 100 % et à son statut de vice-président du Parlement européen.

En fin de classement, Michel Rocard (PS) est 65^e, Marine Le Pen (FN) 72^e et Jean-Marie Le Pen (FN) 75^e.

Voici le classement et le taux de présence des dix eurodéputés élus dans la région Ouest :

Marie-Line Reynaud (PS).....	5 ^e	95 %
Philippe Morillon (UDF).....	10 ^e	84 %
Bernard Poignant (PS).....	19 ^e	92 %
Yannick Vaugrenard (PS).....	42 ^e	90 %
Marie-Hélène Aubert (Verts).....	48 ^e	81 %
Bernadette Vergnaud (PS).....	55 ^e	91 %
Roselyne Bachelot-Narquin (UMP).....	63 ^e	85 %
Philippe de Villiers (MPF).....	78 ^e	54 %
Ambroise Guellec (UMP).....	71 ^e	89 %
Stéphane Le Foll (PS).....	74 ^e	71 %

⁽¹⁾ – L'association avait déjà publié un classement sur la première année de mandat : cf. *CEAS-point-com* n° 151 du 21 octobre 2005.



Intercommunalité

Une victoire à double tranchant ?

Le CEAS-point-com n° 187 du 21 juillet 2006 évoquait la décision du Conseil d'État d'annuler la déclaration d'utilité publique pour un projet de ligne à très haute tension (THT) devant traverser le site classé des gorges du Verdon.

Cette décision est habituellement présentée comme une victoire pour les défenseurs de l'environnement. Cependant, *Transrural Initiatives*, dans son n° 317 du 12 septembre 2006, présente un point de vue contraire, celui de Jean Gonella, président de la Fédération d'action régionale sur l'environnement (Fare-Sud). Celui-ci rappelle que la nouvelle ligne THT venait en remplacement de deux lignes existantes et il s'inquiète de voir la remise en cause de cette décision aboutir à la création d'une troisième ligne. De fait, le problème de la sécurisation électrique de la région n'est pas réglé.

En outre, Jean Gonella constate que la protection de l'environnement semble se concentrer sur certaines zones au détriment du reste du territoire : « *On ne touche pas aux sites classés, mais ailleurs liberté totale !* »

France 2 fait marche arrière

Le CEAS-point-com n° 194 du 8 septembre 2006 évoquait la décision de France 2 concernant la suppression du « journal de la nuit » le vendredi et le samedi. Finalement, France 2 est revenue sur sa décision qui avait suscité de vives réactions de la part des syndicats.

Un Guide pratique pour public motivé

Le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, ainsi que le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie viennent de mettre en ligne une version actualisée du *Guide pratique de l'intercommunalité* ⁽²⁾. En 337 pages, le guide traite successivement du cadre institutionnel de l'intercommunalité (les établissements publics de coopération intercommunale et les autres formes de coopération) ; des ressources des EPCI ; du cadre budgétaire, comptable et patrimonial de l'intercommunalité ; enfin du statut du personnel et des élus.



A votre agenda

5^e Rencontres nationales de psychogérontologie clinique les 16 et 17 novembre, à Rennes

L'association « Psychologie et Vieillesse » organise ses 5^e Rencontres nationales les 16 et 17 novembre 2006, à la Maison de quartier de Villejean, 2 rue de Bourgogne, à Rennes, sur le thème : « Voix du désir – voix du vieillir : quelles alternatives aux maux de l'âge ? »

Thèmes traités lors des quatre demi-journées successives : désir et approches alternatives ; désir et sexualité ; désir et mort ; désir et animation.

Inscription avant le 9 novembre. Tarif : 100 euros par journée pour les organismes et 45 euros pour les particuliers.

Pour tous renseignements :

Association Psychologie & Vieillesse
6 square de Provence, 35000 Rennes, Tél. 02.99.54.94.68
Mél. psychologie.vieillesse@wanadoo.fr
Site : www.psychogeronto.com

La pensée hebdomadaire

« Il est légitime dans une République évoluée de vouloir rompre avec les inégalités croissantes – avec l'iniquité – devant la retraite. Peut-on continuer à entretenir et renforcer une France à deux vitesses ? Constater, sans autre forme de procès, que les salariés des entreprises publiques partent plus tôt en cotisant moins longtemps ? Qui plus est, en profitant de la solidarité du privé (...). Plus de retraités pour plus longtemps à la sortie de la vie active, moins de jeunes, donc moins de cotisants à l'entrée. Qui ne voit que cette équation mal maîtrisée porte en germe le risque d'explosion du pacte de solidarité entre générations qui fonde notre République ? »

Paul Burel, « Dossier explosif », *Ouest-France* du 14 septembre 2006.

⁽²⁾ – http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/presentation_DGCL/intercommunalites/Guide%20consolidé.pdf